

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 10 SEPTEMBRE 2020

### Délibération n° 2020-149- DC

<b>Date d'affichage :</b> <b>Le 17 septembre 2020</b>	Le dix septembre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis par des expositions du Breil - avenue du Breil à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le trois septembre deux mille vingt.
<b>Effectif statutaire :</b> 81 <b>Membres en exercice :</b> 81 <b>Quorum :</b> 41 <b>Présents :</b> 61 <b>Excusé(s) :</b> 18 <b>Dont représenté(s) :</b> 10 <b>Absent(s) :</b> 2	<b>Présents : (61)</b> Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Thomas GUILMET, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Gaëlle FAURE, Dominique GACHET, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Sylvain LEFEBVRE, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Patricia VILLARME. <b>Dont suppléé(s) remplacé(s) :</b> Eric TOURON par Sonia CHAMBRY
<b>Nombre de votants :</b> 71 -----	<b>Excusés : (18)</b> Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY, Pierre-Yves DELAMARE, Gilles BARDIN, Loïc BIDAULT, Bertrand CHANDOUINEAU, Colette GAGNEUX, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON, Sylvie TAUGOURDEAU <b>Dont excusés ayant donné pouvoir : (10)</b> Michel PATTEE à Michel DELPHIN, Jérôme HARRAULT à Marie-Luce DURAND, Guy BERTIN à Yves BOUCHER, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Pierre-Yves DELAMARE à Gilles TALLUAU, Bertrand CHANDOUINEAU à Patricia VILLARME, Nathalie LIEBAULT à Bruno PROD'HOMME, Nathalie MORON à Anatole MICHEAUD, Sylvie TAUGOURDEAU à Grégory PIERRE.
<b>Secrétaires de séance :</b>  <i>Madame Isabelle DEVAUX, 3ème vice-Présidente et conseillère communautaire de la commune de Gennes-Val-de-Loire, et Monsieur Michel DELPHIN, conseiller communautaire de la Commune de Doué-en-Anjou</i>	<b>Absents : (2)</b> Yann PILVEN Le SEVELLEC, Emmanuel BRAULT

### ADMISSIONS EN NON VALEUR ET CRÉANCES ÉTEINTES

Les créances irrécouvrables correspondent aux titres émis par la collectivité, mais dont le recouvrement ne peut être mené à terme par le comptable public en charge du recouvrement.

L'irrécouvrabilité des créances peut être soit temporaire dans le cas des créances admises en non valeur, soit définitives dans le cas des créances éteintes.

L'admission en non valeur des créances est décidée par l'assemblée délibérante de la collectivité dans l'exercice de sa compétence budgétaire.

Elle est demandée par le comptable lorsqu'il rapporte les éléments propres à démontrer que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas en obtenir le recouvrement.

Pour autant, cette procédure n'éteint pas la dette du redevable. Le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à « meilleure fortune ».

Les créances éteintes sont les créances qui, au terme d'une procédure de surendettement, de redressement ou de liquidation judiciaire, ne peuvent plus faire l'objet d'une action en recouvrement de la part du comptable. Il s'agit de créances régulièrement admises au passif d'une procédure clôturée pour insuffisance d'actif et pour lesquelles aucune reprise des poursuites n'est envisageable ou de créances portées à la connaissance de la commission de surendettement dans le cadre d'une procédure de rétablissement personnel sans liquidation.

Vu les états d'admission en non valeur dressés par le Service de Gestion Comptable de Saumur en date du 05/08/2020.

Vu les états de créances éteintes dressés par le Service de Gestion Comptable de Saumur en dates du 02/12/2019, 04/12/2019, 06/12/2019, 18/12/2019, 12/02/2020, 24/02/2020, 09/03/2020, 11/03/2020, 28/05/2020, 04/06/2020, 05/06/2020, 09/06/2020, 10/06/2020, 17/06/2020, 22/06/2020, 23/06/2020 et 25/06/2020.

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

- **D'ADMETTRE** en non-valeur les créances irrécouvrables suivantes :
    - pour un montant total de 14 335,54 € sur le budget principal ;
    - pour un montant total de 6 938,03 € sur le budget annexe collecte et traitement des déchets ;
    - pour un montant total de 10 570,64 € sur le budget annexe eau potable ;
    - pour un montant total de 1 703,27 € sur le budget annexe assainissement ;
    - pour un montant total de 276,00 € sur le budget annexe SPANC ;
- ET D'IMPUTER** ces dépenses sur les crédits ouverts en 2020 au compte 6541 ;

- **D'ADMETTRE** en créances éteintes :
    - pour un montant total de 35 992,20 € sur le budget principal ;
    - pour un montant total de 3 605,28 € sur le budget annexe collecte et traitement des déchets ;
    - pour un montant total de 3 374,13 € sur le budget annexe eau potable ;
    - pour un montant total de 518,71 € sur le budget annexe assainissement ;
- ET D'IMPUTER** ces dépenses sur les crédits ouverts en 2020 au compte 6542 ;

**des budgets concernés de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.**

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 71 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Mairie de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.1 Décisions budgétaires – 7.1.5 Admissions en non valeur
-------------------	--------------------	--

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*